

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de quota 1990 lager zijn dan vorig jaar. Bijgevolg is het nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen ten einde de door de EEG toegestane vangsten niet te overschrijden,

**Besluit :**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de « Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen »;

2. I.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-commissie in het *Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sektoren;

3. vaartdag : een periode op zee zoals bepaald bij ministerieel besluit van 4 januari 1948, gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 juni 1949.

**Art. 2.** In de loop van het jaar 1990 is het verboden met een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk meer dan vijftien vaartdagen te realiseren vóór 1 mei 1990.

Deze beperking is niet van toepassing op de vissersvaartuigen die toelating hebben om in de IJslandse wateren te vissen.

**Art. 3.** Voor de vissersvaartuigen die toelating hebben om in de IJslandse wateren te vissen is het tot en met 31 december 1990 verboden te vissen in de wateren van de Europese visserijzone.

**Art. 4.** Van 1 januari 1990 tot en met 31 december 1990 is het :

— in het I.c.e.s.-gebied VIIe verboden dat de vangst van een vissersvaartuig uit meer dan 10 % tong bestaat t.o.v. het totale gewicht van de vangst uit dat gebied;

— in de I.c.e.s.-gebieden VIId, e, verboden dat de vangst van een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk, uit meer dan 50 % schol bestaat t.o.v. het totale gewicht van de vangst uit dat gebied.

**Art. 5.** De aanvoer van schol met een lengte van minder dan 27 cm is verboden.

**Art. 6.** Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee en van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1990.

De artikelen 4 en 5 van dit besluit treden in werking op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 1 februari 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que les quotas 1990 sont moins élevés que l'année précédente. En conséquence, il est nécessaire de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CEE,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par

1. bateau de pêche : un bateau repris dans la « Liste officielle des navires de pêche belges »;

2. zone C.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985,

3. jour de navigation : une période sur mer déterminée par l'arrêté ministériel du 4 janvier 1948, modifié par l'arrêté ministériel du 24 juin 1949.

**Art. 2.** Au cours de l'année 1990, il est interdit de réaliser avec un bateau de pêche ayant une force motrice supérieure à 300 ch plus de nonante-cinq jours de navigation avant le 1<sup>er</sup> mai 1990.

Cette restriction n'est pas applicable aux bateaux de pêche ayant la permission de pêcher dans les eaux islandaises.

**Art. 3.** Pour les bateaux de pêche ayant la permission de pêcher dans les eaux islandaises, il est interdit et ce jusqu'au 31 décembre 1990 de pêcher dans les eaux de la zone de pêche européenne.

**Art. 4.** Du 1<sup>er</sup> janvier 1990 jusqu'au 31 décembre 1990 inclus, il est — interdit, dans la zone C.i.e.m. VIIe que le poids total de la pêche d'un bateau de pêche comprenne plus de 10 % de sole;

— interdit, dans les zones C.i.e.m., VIId, e, que le poids total de la pêche d'un bateau de pêche, ayant une force motrice supérieure à 300 ch, comprenne plus de 50 % de plie.

**Art. 5.** L'apport de plie d'une longueur de moins de 27 cm est interdit.

**Art. 6.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer ainsi que de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1990.

Les articles 4 et 5 du présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 1990.

P. DE KEERSMAEKER

**EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST**

**MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE**

F 90 — 435

**8 DECEMBRE 1989. — Protocole entre l'Exécutif de la Région bruxelloise et l'Exécutif de la Région wallonne concernant la gestion des déchets**

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1. Le présent protocole a pour objectif la mise en œuvre d'une planification concertée et contrôlée des flux de déchets entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale selon les principes et modalités qui y sont stipulés.

§ 2. Chaque région veillera à faire stimuler la diminution de la quantité de déchets générés, à promouvoir l'utilisation de produits recyclés, à éliminer, autant que possible, ses déchets dans les limites de son propre territoire.

§ 3. Dans le cadre du présent protocole, la réception de déchets produits dans une autre région peut être autorisée ou, si besoin est, être stimulée afin d'optimiser le rendement des installations de recyclage ou d'élimination existantes.

§ 4. Afin de faciliter l'établissement d'un contrôle sur l'origine, la qualité et l'élimination des déchets non traités, le déversement dans une autre région sera évité autant que possible, par contre les flux interrégionaux peuvent être stimulés s'ils améliorent les possibilités de récupération et de recyclage, de traitement thermique et physicochimique.

§ 5. Les dispositions du présent protocole ne peuvent avoir aucun effet discriminatoire au sein de l'Union économique et monétaire qui constitue l'Etat belge.

**Art. 2.** En vue de l'application du présent protocole la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale s'engagent à réaliser :

- l'organisation d'une concertation et d'une coordination permanentes;
- l'établissement d'un registre des déchets uniforme ou du moins analogue reprenant le plus possible la nomenclature internationale existante, afin de rendre compatibles les banques de données respectives, déjà existantes ou à créer;
- la coordination de la législation, notamment en établissant des prescriptions analogues en ce qui concerne la gestion des déchets et des matières premières secondaires, en vue d'aboutir à une politique et à des critères analogues en matière de déchets;
- des initiatives communes en matière de recyclage ou de l'élimination des déchets;
- la collaboration entre d'une part l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement et l'Office des Déchets Wallons et d'autre part l'administration bruxelloise et l'administration wallonne compétente au niveau des tâches de contrôle; en particulier, les fonctionnaires chargés du contrôle s'aideront mutuellement sur le terrain;
- l'organisation d'un échange permanent et bien structuré d'informations, concernant la circulation interrégionale ou internationale des déchets. Lorsque des personnes ou des entreprises établies dans une Région éliminent de façon illégale dans une autre Région des déchets produits dans leur propre Région, la Région où sont localisés les contrevenants prendra également des mesures appropriées;
- une harmonisation des règles régissant l'agrément des transporteurs, collecteurs, centres de traitement et de stockage, ainsi que des laboratoires de contrôle;
- une collaboration au niveau scientifique et technique.

Dans tous les cas, la réglementation de la Région recevant les déchets provenant d'une autre Région devra être respectée.

**Art. 3.** La Région de Bruxelles-Capitale s'efforcera de faciliter l'accès des déchets de la Région wallonne aux installations existantes ou futures. En contrepartie la Région wallonne s'engage également à faciliter l'accès des déchets et résidus de traitement bruxellois aux décharges et unités de traitement autorisées sur son territoire.

Annuellement une évaluation des quantités et des incidences financières de ces transferts sera faite.

La Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale se concerteront afin d'éviter que l'élimination des déchets bruxellois en Région wallonne ne compromette pas la planification établie en Région bruxelloise et vice versa.

**Art. 4.** Régulièrement, et au moins chaque trimestre, les organismes compétents se concerteront en matière de gestion des déchets. Les Exécutifs se concerteront à la requête de l'un d'eux.

**Art. 5.** Le présent protocole entrera en vigueur 10 jours après sa publication intégrale au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 8 décembre 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région wallonne,  
B. ANSELME

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement,  
G. LUTGEN

Le Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. D'HOOGH

Avenant au protocole entre l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale  
et l'Exécutif de la Région wallonne concernant la gestion des déchets

Règlement provisoire du transfert interrégional de déchets.

**Article 1er.** 1. Cet avenant complète la procédure imposée par la Région wallonne de demande de dérogation introduire par le producteur ou le détenteur des déchets urbains à l'interdiction de déposer ou de déverser des déchets provenant de la Région de Bruxelles-Capitale et visés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1987.

2. Ce document comportera des annexes, mises à jours lors de chaque modification, avec indication :

- des producteurs de déchets (origine);
- des détenteurs de déchets (transporteurs);
- des raisons d'élimination (code Q);
- des opérations d'élimination (code D) complétées par la liste des établissements autorisés en Région wallonne et concernés;
- de la liste guide des déchets et notamment des types génériques de déchets dangereux avec des constituants leur conférant ce caractère (code LPS et code C);
- des fiches de synthèse de l'octroi d'autorisation accordée par la Région de Bruxelles-Capitale sur avis favorable de la Région wallonne. Tous les éléments d'identification y figureront afin d'exercer des contrôles.

Les annexes dans leur composition ne sont pas limitatives et seront régulièrement revues à l'initiative de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. Ce protocole n'est valable que pour les cas prévus et repris en annexe.

La procédure de demande de dérogation auprès de la Région wallonne reste d'application pour tous les autres cas.

Art. 2. L'Exécutif de la Région wallonne détermine des lieux et des modalités de déversement autorisés.

Les producteurs de déchets ainsi que les détenteurs de déchets qui déversent en Région wallonne doivent utiliser un même formulaire de contrôle suivant des modalités qui seront fixées lors de l'octroi de l'autorisation par la Région de Bruxelles-Capitale.

A la demande du Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'environnement dans ses compétences ou de celui ayant la propreté publique dans ses compétences, il peut être fait appel, pour le contrôle, au fonctionnaire de la Région wallonne compétent en la matière.

Nonobstant les interdictions relatives à chaque établissement d'élimination, les déchets toxiques, les déchets provenant d'hôpitaux ou du port maritime de Bruxelles ne peuvent pas être déversés en Région wallonne.

Le producteur et/ou le détenteur de déchets reste responsable des conséquences dommageables éventuelles occasionnées par leurs déchets, si ces derniers ne sont pas conformes aux données reprises à l'annexe.

Art. 3. Si les autorités wallonnes ou bruxelloises compétentes modifient les conditions stipulées dans l'autorisation accordée à un producteur ou à un détenteur de déchets, l'autre Région en sera immédiatement avisée par écrit.

Si la modification de l'annexe n'est pas acceptée dans le mois suivant la remise de l'avis par l'autre Région, cette absence de décision entraîne la suspension totale de l'autorisation.

Art. 4. Dans le cadre de la gestion des déchets, la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à :

- contrôler le flux des déchets et à informer annuellement la Région wallonne des quantités déclarées suivant les divers circuits d'élimination;
- agréer les transporteurs, les collecteurs, centres de traitement et de stockage qui traitent les déchets de la Région;
- favoriser le tri à la source et aux sites de transfert, des déchets inertes et la séparation des matériaux recyclables;
- développer des centres d'accueil pour trier les déchets apportés par le public et notamment recueillir séparément les déchets chimiques et toxiques ménagers;
- développer les possibilités de traitement thermique.

En cas de construction du quatrième four dans l'usine d'incinération existante ou, en cas de construction d'un nouvel incinérateur de déchets dans la Région de Bruxelles-Capitale, priorité d'accès sera accordée à la Région wallonne à raison de 75 000 tonnes l'an d'ordures ménagères, après que les besoins de la Région de Bruxelles-Capitale soient couverts;

- réaliser à l'usine d'incinération la séparation des mâchefers des produits de traitement des fumées;
- favoriser l'utilisation de mâchefers comme matières premières secondaires;
- encaisser une redevance sur tous les produits éliminés par mise en décharge, d'un montant dissuasif.

Art. 5. La Région wallonne s'engage à :

- accepter la mise en décharge :
  - \* de déchets inertes dans des décharges de classe 3 à concurrence de 450 000 t/an;
  - \* de déchets encombrants, inertes mélangés à des déchets ménagers, ou non incinérables collectés ou récoltés sur le territoire de la Région Bruxelles-Capitale, dans des décharges de classe 2A à concurrence de 25 000 t/an;
  - \* de déchets ménagers dans les décharges de classe 2A en cas d'incidents techniques majeurs, ou de force majeure, ou de modifications techniques importantes de l'usine (épuration des fumées, ...) à concurrence de 25 000 t/an sans limitation mensuelle;
  - \* de déchets industriels assimilables aux ordures ménagères et pour autant qu'ils n'aient pas pu être traités soit en vue du recyclage de produits valorisables soit thermiquement en vue de la récupération énergétique, dans des décharges de classe 2A à concurrence de 200 000 t/an;
  - \* des fines d'électrofiltres de l'U.I.O.M. mélangés aux mâchefers, provisoirement dans des décharges de classe 2B à concurrence de 15 000 t/an et jusqu'à la mise en service de l'installation de séparation.
    - Avant la réalisation de la séparation des fines d'électrofiltres des mâchefers : de mâchefers dans les décharges de classe 2B à concurrence de 150 000 t/an.
    - Après la séparation des fines d'électrofiltres des mâchefers :
      - \* de mâchefers, en attendant leur valorisation dans les décharges de classe 2B à concurrence de 150 000 t/an pendant la période de fonctionnement à 3 fours et de 200 000 t/an lorsque des 4 lignes seront en service;
      - \* de fines d'électrofiltres en décharge de classe 1 à concurrence de 15 000 t/an (20 000 t/an pour 4 lignes) ou en classe 2B si les fines sont traitées, à concurrence de 30 000 t/an (40 000 t/an pour 4 lignes).
    - Après épuration des fumées : de résidus d'épuration en décharge de classe 1 ou 2B selon le mode de traitement qui sera retenu.

Ces chiffres sont basés sur les données disponibles actuellement et seront revus périodiquement, en fonction de la production réelle des déchets et des efforts consentis par la Région de Bruxelles-Capitale dans le domaine de l'évitement, de la récupération et du recyclage et du traitement thermique, physico-chimique ou mécanique des déchets.

Art. 6. L'accès de la Région wallonne au quatrième four d'incinération dans les conditions prévues à l'article 4 sera réglé par un protocole annexe. Les modalités financières et pratiques seront examinées en fonction d'une participation de la Région wallonne en tant que partenaire de la Région de Bruxelles-Capitale dans la société d'incinération.

Aux mêmes conditions, la Région wallonne veillera dans le cadre de la réciprocité à admettre la Région de Bruxelles-Capitale en tant que partenaire de la Région wallonne dans les décharges de la Région wallonne.

Art. 7. Le traitement de déchets hospitaliers en provenance de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne fera l'objet d'un protocole annexe.

Art. 8. Si une redevance venait à être exigée par la Région wallonne sur les déchets, cette somme sera perçue par les établissements d'élimination wallons qui la réclameront directement aux producteurs ou aux détenteurs de déchets, même bruxellois.

Nonobstant ce montant dû à la Région wallonne, la redevance pour l'environnement qui serait édictée par la Région de Bruxelles-Capitale serait directement perçue par ses soins auprès des détenteurs d'une autorisation en application de cet avenant.

Art. 9. Cet avenant est valable pour cinq ans et entre en vigueur à la date de sa signature.

La durée de ce protocole, fixée à cinq ans, donne cependant lieu à une évaluation annuelle tenant compte notamment de l'indice des prix, de la planification et du traitement des déchets.

Un an avant l'expiration du dit délai, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne se consulteront afin d'envisager une prolongation.

Art. 10. Ce protocole est rédigé en français et en néerlandais en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Fait à Bruxelles, le 8 décembre 1989.

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Environnement,  
G. LUTGEN

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ch. D'HOOGH

La Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale,  
D. GOSUIN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 435

#### 8. DEZEMBER 1989. — Protokoll zwischen der Exekutive der Brüsseler Region und der Exekutive der Wallonischen Region bezüglich der Abfallwirtschaft

**Artikel 1. § 1.** Vorliegendes Protokoll soll zu einer konzertierten und kontrollierten Planung des Verkehrs von Abfällen zwischen der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt nach den darin vereinbarten Grundsätzen und Modalitäten führen.

§ 2. Jede Region wird darauf achten, die Öffentlichkeit zur Verringerung der Abfallmenge anzuregen, den Gebrauch von Recyclingprodukten zu fördern, ihre eigenen Abfälle soweit wie möglich innerhalb ihres eigenen Gebietes zu beseitigen.

§ 3. Im Rahmen des vorliegenden Protokolls darf die Aufnahme von Abfällen aus einer anderen Region erlaubt werden oder nötigenfalls gefördert werden, um die Leistung der bestehenden Recycling- oder Beseitigungsanlagen zu optimieren.

§ 4. Um die Durchführung einer Kontrolle über die Herkunft, die Beschaffenheit und die Beseitigung der unbehandelten Abfälle zu erleichtern, soll die Abladung in einer anderen Region soweit wie möglich vermieden werden; der interregionale Verkehr darf dagegen gefördert werden, wenn er die Möglichkeiten zur Rückgewinnung und zum Recycling sowie zur thermischen bzw. zur chemischen und physikalischen Behandlung verbessert.

§ 5. Die Bestimmungen des vorliegenden Protokolls dürfen innerhalb der Wirtschafts- und Währungsunion, die den Belgischen Staat bildet, keine diskriminierenden Auswirkungen haben.

**Art. 2.** Im Hinblick auf die Anwendung des vorliegenden Protokolls verpflichten sich die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt, folgendes in die Tat umzusetzen :

- die Herstellung eines ständigen Dialogs und einer ständigen Koordinierung;
- die Aufstellung eines einheitlichen oder zumindest ähnlichen Registers der Abfälle, in dem soweit wie möglich die bestehende internationale Nomenklatur übernommen wird, damit die jeweiligen Datenbanken, die bereits bestehen oder noch zu schaffen sind, austauschbar sind;
- die Koordinierung der Rechtsvorschriften, insbesondere indem sie ähnliche Vorschriften in bezug auf die Behandlung der Abfälle und der sekundären Rohstoffe festlegen, um eine ähnliche Politik und ähnliche Kriterien in Sachen Abfälle zu bestimmen;
- gemeinsame Initiativen im Bereich des Recyclings oder der Beseitigung der Abfälle;
- die Zusammenarbeit zwischen einerseits dem Brüsseler Institut für Umweltplanung und der Wallonischen Dienststelle für Abfälle und andererseits der Brüsseler Verwaltung und der Wallonischen Verwaltung, die auf Ebene der Kontrollaufgaben zuständig sind. Die mit der Kontrolle beauftragten Beamten werden sich gegenseitig an Ort und Stelle helfen;
- die Organisation eines permanenten und gut strukturierten Informationsaustauschs in bezug auf den interregionalen oder internationalen Verkehr der Abfälle. Wenn Personen oder Betriebe, die in einer Region ansässig sind, Abfälle aus ihrer eigenen Region auf illegale Weise in einer anderen Region beseitigen, wird die Region, in der die Übertreter sesshaft sind, ebenfalls geeignete Maßnahmen ergreifen;
- eine Harmonisierung der Regeln über die Zulassung der Transportunternehmen, Sammler, Aufbereitungs- und Lagerungsanlagen sowie der Kontrolllaboratorien;
- eine Zusammenarbeit auf wissenschaftlicher und technischer Ebene.

Auf jeden Fall müssen die Vorschriften der Region, die die Abfälle aus einer anderen Region aufnimmt, beachtet werden.

**Art. 3.** Die Region Brüssel-Hauptstadt wird dafür Sorge tragen, daß der Zugang der Abfälle aus der Wallonischen Region zu den bestehenden bzw. künftigen Anlagen erleichtert wird. Als Gegenleistung verpflichtet sich die Wallonische Region auch dazu, den Zugang der Brüsseler Abfälle und Rückstände aus der Aufbereitung zu den auf ihrem Gebiet zugelassenen Deponien und Aufbereitungsanlagen zu erleichtern.

Jedes Jahr wird eine Abschätzung der Mengen und der finanziellen Auswirkungen dieser Überführungen vorgenommen.

Die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt werden miteinander beraten, um zu vermeiden, daß die Beseitigung der Brüsseler Abfälle in der Wallonischen Region die in der Brüsseler Region erstellte Planung beeinträchtigt und umgekehrt.

**Art. 4.** Die zuständigen Einrichtungen werden regelmäßig und mindestens jedes Quartal über die Abfallwirtschaft beraten.

Die Exekutiven werden auf Verlangen einer der beiden miteinander beraten.

**Art. 5.** Vorliegendes Protokoll wird 10 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Brüssel, 8. Dezember 1989.

Der Vorsitzende der Exekutive der Wallonischen Region,  
B. ANSELME

Der Minister-Vorsitzende der Region Brüssel-Hauptstadt,  
Ch. PICQUE

Der Minister der Umwelt für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

Der Staatssekretär für die Region Brüssel-Hauptstadt,  
Ch. D'HOOGH

Zusatzvereinbarung zum Protokoll zwischen der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt  
und der Exekutive der Wallonischen Region bezüglich der Abfallwirtschaft

Vorläufige Regelung über den interregionalen Verkehr von Abfällen.

**Artikel 1.** Diese Zusatzvereinbarung ergänzt das von der Wallonischen Region auferlegte Verfahren in bezug auf den Erzeuger oder vom Besitzer der städtischen Abfälle eingereichten Antrag auf Abweichung vom Verbot, die im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. März 1987 erwähnten Abfälle aus der Region Brüssel-Hauptstadt abzulagern bzw. abzuladen.

2. Dieses Dokument wird Anlagen umfassen, die bei jeder Änderung fortgeschrieben werden und folgendes angeben :

- die Erzeuger von Abfällen (Ursprung);
- die Besitzer von Abfällen (Transportunternehmen);
- die Beseitigungsgründe (Code Q);
- die Beseitigungsvorgänge (Code D), ergänzt durch die Liste der in der Wallonischen Region zugelassenen und betroffenen Betriebe;
- die Richtliste der Abfälle und insbesondere der Gattungen gefährlicher Abfälle, die ihnen diesen Charakter verleihen (Code LPS und Code C);
- die Übersichtskarten für die Erteilung der Genehmigung, die die Brüsseler Region aufgrund des günstigen Gutachtens der Wallonischen Region gibt. Alle Identifizierungsangaben werden darin stehen, damit Kontrollen ausgeführt werden können.

Die Anlagen sind, was ihre Zusammenstellung betrifft, nicht erschöpfend und werden auf Initiative der Region Brüssel-Hauptstadt regelmäßig revidiert werden.

3. Vorliegende Vereinbarung gilt nur für die Fälle, die in der Anlage vorgesehen und erwähnt werden.

Das Verfahren für die Beantragung einer Abweichung bei der Wallonischen Region findet weiterhin Anwendung auf alle andere Fälle.

**Art. 2.** Die Exekutive der Wallonischen Region bestimmt die zugelassenen Abladungsorte und modalitäten.

Die Abfallerzeuger sowie die Abfallbesitzer, die ihre Abfälle in der Wallonischen Region abladen, werden ein einheitliches Kontrollformular gemäß den Modalitäten benutzen müssen, die die Region Brüssel-Hauptstadt bei der Erteilung der Genehmigung bestimmen wird.

Auf Antrag des Staatssekretärs für die Region Brüssel-Hauptstadt, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, oder desjenigen, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentliche Sauberkeit gehört, kann für die Kontrolle ein für diese Angelegenheit zuständiger Beamter der Wallonischen Region in Anspruch nehmen.

Ungeachtet der Verbotsbestimmungen in bezug auf jeder Abfallbeseitigungsbetrieb dürfen die giftigen Abfälle, die Abfälle aus den Krankenhäusern oder aus dem Binnenhafen von Brüssel nicht in der Wallonischen Region abgeladen werden.

Der Erzeuger bzw. der Besitzer von Abfällen bleibt verantwortlich für die eventuellen schädlichen Folgen, die ihre Abfälle hervorrufen, wenn letztere nicht den in der Anlage erwähnten Angaben entsprechen.

**Art. 3.** Wenn die zuständigen Wallonischen oder Brüsseler Behörden die Bedingungen, die in der einem Erzeuger bzw. Besitzer von Abfällen erteilten Genehmigung bestimmt sind, ändern, wird die andere Region unverzüglich schriftlich darüber informiert.

Wenn die Änderung der Anlage binnen dem Monat, nachdem die andere Region das Gutachten abgegeben hat, nicht akzeptiert wird, so führt dies zur völligen Aufhebung der Genehmigung.

**Art. 4.** Im Rahmen der Abfallwirtschaft verpflichtet sich die Region Brüssel-Hauptstadt :

- den Verkehr der Abfälle zu kontrollieren und die Wallonischen Region jährlich über die gemeldeten Abfälle je nach den verschiedenen Beseitigungssystemen zu informieren;
- die Transportunternehmen, die Sammler, die Aufbereitungs- und Lagerungsanlagen, die die Abfälle der Region behandeln, zuzulassen;
- die Sortierung der inerten Abfälle an der Quelle und an den Umladeorten und die Trennung der wiederverwendbaren Stoffe zu fördern;
- Annahmestellen einzurichten, damit die von den Leuten abgegebenen Abfälle sortiert werden und insbesondere damit der chemische und giftige Hausmüll getrennt eingesammelt wird;
- die Möglichkeiten zur thermischen Behandlung zu entwickeln.

Falls ein vierter Ofen in der bestehenden Verbrennungsanlage gebaut wird oder falls eine neue Abfallverbrennungsanlage in der Region Brüssel-Hauptstadt gebaut wird, wird der Wallonischen Region bis zu 75 000 Tonnen Hausmüll pro Jahr Vorrang beim Zugang zu diesen Anlagen gegeben, nachdem der Bedarf der Region Brüssel-Hauptstadt gedeckt worden ist.

- die Schlacke von den Stoffen aus der Aufbereitung der Abgase in der Verbrennungsanlage zu trennen;
- die Benutzung der Schlacke als sekundärer Rohstoff zu fördern;
- eine Gebühr in Höhe eines abschreckenden Betrags für alle Stoffe zu vereinnahmen, die durch Ablagerung beseitigt werden.

Art. 5. Die Wallonische Region verpflichtet sich :

- die Ablagerung folgender Abfälle zu akzeptieren :
  - \* inerte Abfälle, und zwar in Deponien der Klasse 3 bis zu 450 000 t/Jahr;
  - \* Sperrmüll, mit Hausmüll gemischte inerte Abfälle oder nicht verbrennbare Abfälle, die auf dem Gebiet der Region Brüssel-Hauptstadt gesammelt worden sind, und zwar in Deponien der Klasse 2A bis zu 25 000 t/Jahr;
  - \* Hausmüll, und zwar bis zu 25 000 t/Jahr, ohne monatliche Begrenzung, in den Deponien der Klasse 2A im Falle großer Betriebsstörungen oder im Falle höherer Gewalt oder im Falle wichtiger technischer Änderungen an der Anlage (Abgasreinigung, usw. ...);
  - \* dem Hausmüll gleichgestellte Industrieabfälle, sofern sie nicht entweder im Hinblick auf die Wiederverwendung verwertbarer Stoffe aufbereitet oder im Hinblick auf die Energierückgewinnung thermisch behandelt werden konnten, und zwar in Deponien der Klasse 2A bis zu 200 000 t/Jahr;
  - \* mit Schlacke gemischter Staub aus den Elektrofiltern der Hausmüllverbrennungsanlage, und zwar vorläufig bis zur Inbetriebnahme des Abscheiders in Deponien der Klasse 2B bis zu 15 000 t/Jahr.
    - Vor Durchführung der Trennung des Staubs aus Elektrofiltern von der Schlacke : Schlacke, und zwar in den Deponien der Klasse 2B bis zu 150 000 t/Jahr;
    - Nach der Trennung des Staubs aus Elektrofiltern von der Schlacke :
      - \* Schlacke bis zu ihrer Verwertung, und zwar in den Deponien der Klasse 2B bis zu 150 000 t/Jahr während des Zeitraums, in dem 3 Öfen funktionieren, und bis zu 200 000 t/Jahr, wenn die 4 Öfen in Betrieb sein werden;
      - \* Staub aus Elektrofiltern, und zwar in Deponien der Klasse 1 bis zu 15 000 t/Jahr (20 000 t/Jahr für 4 Öfen) oder, wenn der Staub aufbereitet ist, in Deponien der Klasse 2B zu 30 000 t/Jahr (40 000 t/Jahr für 4 Öfen).
    - Nach Reinigung der Abgase : Rückstände aus der Reinigung, und zwar in Deponien der Klasse 1 oder 2B je nach dem gewählten Aufbereitungsverfahren.

Diese Zahlen beruhen auf den zur Zeit verfügbaren Angaben und werden regelmäßig revidiert werden unter Berücksichtigung der tatsächlichen Abfallerzeugung und der Bemühungen, zu denen die Region Brüssel-Hauptstadt im Bereich der Vermeidung, der Rückgewinnung, des Recyclings und der thermischen, mechanischen oder chemischen und physikalischen Behandlung der Abfälle bereit ist.

Art. 6. Der Zugang der Wallonischen Region zum vierten Verbrennungsofen unter den in Artikel 4 vorgesehenen Bedingungen wird durch ein Zusatzprotokoll geregelt werden. Die finanziellen und praktischen Modalitäten werden unter Berücksichtigung einer Beteiligung der Wallonischen Region als Partner der Region Brüssel-Hauptstadt in der Verbrennungsgesellschaft untersucht werden.

Unter den gleichen Bedingungen wird die Wallonischen Region im Rahmen der Gegenseitigkeit dafür sorgen, daß die Region Brüssel-Hauptstadt als Partner der Wallonischen Region in den Deponien der Wallonischen Region angenommen wird.

Art. 7. Die Aufbereitung von Krankenhausabfällen aus der Region Brüssel-Hauptstadt und der Wallonischen Region wird den Gegenstand eines Zusatzprotokolls bilden.

Art. 8. Sollte die Wallonischen Region eine Gebühr für die Abfälle verlangen, dann werden die wallonischen Beseitigungsbetriebe diese Summe erheben. Sie werden letztere direkt von den Abfallerzeugern oder -besitzern fordern, selbst wenn diese aus Brüssel sind.

Ungeachtet dieses der Wallonischen Region geschuldeten Betrags wird die Gebühr für die Umwelt, die die Region Brüssel-Hauptstadt auferlegen sollte, von dieser bei den Inhabern einer Genehmigung in Anwendung dieser Zusatzvereinbarung erhoben.

Art. 9. Diese Zusatzvereinbarung gilt für fünf Jahre und tritt am Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Die auf fünf Jahre festgesetzte Dauer dieses Protokolls gibt jedoch Anlaß zu einer jährlichen Abschätzung, in der unter anderem der Index der Preise, die Planung und die Behandlung der Abfälle berücksichtigt werden.

Ein Jahr vor Ablauf dieser Frist werden die Region Brüssel-Hauptstadt und die Wallonischen Region miteinander beraten, um eine Verlängerung in Erwägung zu ziehen.

Art. 10. Vorliegende Vereinbarung wird in Französisch und in Niederländisch in so vielen Exemplaren aufgesetzt, wie es Beteiligte gibt.

Brüssel, 8. Dezember 1989.

Der Minister der Umwelt für die Wallonische Region,  
G. LUTGEN

Der Minister-Vorsitzende der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Der Staatssekretär für die Region Brüssel-Hauptstadt,  
Ch. D'HOOGH

Der Staatssekretär für die Region Brüssel-Hauptstadt,  
D. GOSUIN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N 90 — 435

8 DECEMBER 1989. — Protokool tussen de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Executieve van het Waalse Gewest betreffende het beheer van afval

**Artikel 1. § 1.** Onderhavig protocol heeft als doel de oprichting van een overlegde en gecontroleerde planificatie van het vuilverkeer tussen het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest volgens de principes en modaliteiten die erin vermeld zijn.

§ 2. Elk Gewest zal ervoor zorgen het publiek te stimuleren om de hoeveelheid vuil te laten verminderen, het gebruik van gerecycleerde produkten te bevorderen, zijn eigen vuil zoveel mogelijk binnen te perken van zijn eigen grondgebied te verwijderen.

§ 3. In het kader van onderhavig protocol mag de opname van vuil uit een ander Gewest toegestaan worden of, indien nodig, gestimuleerd worden ten einde het rendement van de bestaande recycleer- of verwijderingsinstallaties te optimaliseren.

§ 4. Ten einde de oprichting van een controle op de afkomst, de kwaliteit en de verwijdering van het onbehandeld vuil te vergemakkelijken zal de storting in een ander Gewest zoveel mogelijk vermeden worden; het interregionaal verkeer mag integendeel bevorderd worden indien het de recuperatie- en het recycleren alsook de mogelijkheden voor thermische en fysich-chemische behandeling verbetert.

§ 5. De bepaling van onderhavig protocol mogen geen enkel onderscheidend gevolg hebben binnen de economische en monetaire Vereniging, die de Belgische Staat vormt.

**Art. 2.** Met het oog op de toepassing van onderhavig Protocol verbinden het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zich ertoe het volgende te realiseren :

- de oprichting van een permanente overleg en coördinatie;
- het opmaken van een éénvormig of ten minste gelijkaardig register van het vuil, met het grootst mogelijke aantal bestaande internationale benamingen, ten einde de respectievelijke data-banken, die reeds bestaan of nog op te richten zijn, verenigbaar te maken;
- de coördinatie van de wetgeving, nl. door gelijkaardige voorschriften op te richten, wat betreft de behandeling van het vuil en de secundaire grondstoffen, ten einde een politiek en gelijkaardige criteria inzake vuil te bepalen;
- gemeenschappelijke initiatieven inzake het recycleren of de verwijdering van het vuil;
- de samenwerking tussen het Brusselse Instituut voor het Beheer van het Leefmilieu en de « Office des déchets wallons » enerzijds en het bevoegde Brusselse en Waalse bestuur op het gebied van de controle anderzijds. De ambtenaren die met de controle belast zullen worden, zullen elkaar op het terrein helpen;
- de organisatie van een permanente en goed gestructureerde informatieverruiling aangaande het interregionaal of internationaal vuilverkeer. Wanneer personen of ondernemingen gevestigd in een Gewest vuil uit hun eigen Gewest op een onwettelijke wijze in een ander Gewest verwijderen, zal het Gewest waar de overtreders gelocaliseerd worden de aangepaste maatregelen eveneens treffen;
- een harmonisering van de regels op de erkenning van de vervoerders, de ophalers, de centra voor de behandeling en het opslaan van vuil, alsook de controlelaboratoria;
- een samenwerking op wetenschappelijk en technisch gebied.

In elk geval zal de reglementering van het Gewest, dat het vuil uit een ander Gewest ontvangt, nageleefd moeten worden.

**Art. 3.** Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zal ervoor zorgen de toegang van het vuil uit het Waalse Gewest tot de bestaande of toekomstige installaties te vergemakkelijken.

Anderzijds verbindt het Waalse Gewest zich er eveneens toe de toegang voor het vuil en de behandelingsoverblijfselen uit Brussel tot de op zijn grondgebied toegestane stortplaatsen en behandelingseenheden te vergemakkelijken.

Een evaluatie van de hoeveelheden en financiële gevolgen van deze vervoeren zal jaarlijks gemaakt worden.

Het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zullen met elkaar overleggen ten einde te voorkomen dat de verwijdering van het Brusselse vuil in het Waalse Gewest de in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest opgemaakt planificatie niet in het gedrang zou brengen en omgekeerd.

**Art. 4.** Regelmatig en ten minste één keer per kwartaal zullen de bevoegde organismen elkaar raadplegen wat betreft de behandeling van het vuil. De Executieven zullen met elkaar overleggen op verzoek van één van beiden.

**Art. 5.** Onderhavig protocol zal 10 dagen na zijn algehele publicatie in het *Belgisch Staatsblad* in werking treden.

Brussel, 8 december 1989.

De Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
B. ANSELME

De Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
Ch. PICQUE

De Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor het Leefmilieu,  
G. LUTGEN

De Staatssecretaris voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
Ch. D'HOOGH

Bijvoegsel tot het protocol tussen de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Executieve van het Waalse Gewest aangaande de behandeling van het vuil

Voorlopig reglement op het interregionaal vervoer van vuil.

Artikel 1. Dit bijvoegsel vult de door het Waalse Gewest opgelegde procedure aan voor de aanvraag van een afwijking ingediend door de voortbrenger of de houder van de stadsvuil van het verbod vuil uit het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest op te slaan of te storten, zoals bedoeld bij het Besluit van de Waalse Gewest executieve van 19 maart 1987.

2. Dit dokument zal bijlagen hebben, die bij elke wijziging bijgehouden zullen worden, met verschuldiging van :

- de voortbrengers van vuil (afkomst);
- de houders van vuil (vervoerders);
- de verwijderingsredenen (Q-code);
- de verwijderingsoperaties (D-code) aangevuld door de lijst van de betrokken erkende instellingen in het Waalse Gewest;
- de gidslijst van de vuiltypes, en in het bijzonder van de generische types van gevaarlijk vuil met bestanddelen die ze zulk karakter toekennen (LPS-code en C-code);
- synthesefiches voor de toekenning van de door het Brusselse Gewest toegestane toelating op gunstig advies van het Waalse Gewest. Alle identificatieelementen zullen er in vermeld worden ten einde controles uit te voeren.

De bijlagen zijn, wat hun samenstelling betreft, niet beperkend en zullen op het initiatief van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest regelmatig herzien worden.

3. Onderhavig protocol is maar geldig voor de gevallen die in bijlage voorzien en overgenomen worden.

De procedure voor de afwijkingsaanvraag bij het Waalse Gewest blijft voor alle andere gevallen toepasselijk.

Art. 2. De Executieve van het Waalse Gewest bepaalt de toegestane stortingsplaatsen en modaliteiten.

De voortbrengers van vuil alsook de houders van vuil, die in het Waalse Gewest storten, moeten een identiek controleformulier gebruiken overeenkomstig de modaliteiten die bij de toekenning van de toestemming door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest bepaald zullen worden.

Op aanvraag van de Staatssecretaris van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort, mag, voor de controle, beroep worden gedaan op de ter zake bevoegde ambtenaar van het Waalse Gewest.

Niettegenstaande de verboden aangaande elke verwijderingsinstelling mogen het toxisch vuil en het vuil uit ziekenhuizen of uit de zeehaven van Brussel in het Waalse Gewest niet worden gestort.

De voortbrenger en/of de houder van vuil blijft verantwoordelijk voor de gebeurlijke schadelijke gevolgen veroorzaakt door hun vuil, indien dit laatste de in de bijlage voorkomende gegevens niet overeenkomstig is.

Art. 3. Indien de bevoegde Waalse of Brusselse overheden de voorwaarden wijzigen, die in de toestemming aan een voortbrenger of houder van vuil voorkomen, zal het andere Gewest hier onmiddellijk schriftelijk van bericht worden.

Indien de wijziging van de bijlage binnen de maand volgend op het afgeven van het bericht door het andere gewest niet aanvaard wordt, brengt dit gebrek aan beslissing de algehele schorsing van de toestemming met zich mee.

Art. 4. In het kader van de behandeling van het vuil verbindt het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest zich tot het volgende :

- het vuilverkeer te controleren en het Waalse Gewest jaarlijks in te lichten over de aangegeven hoeveelheden via de verscheidene verwijderingswegen;
- de vervoerders, de ophalers en de centra voor de behandeling en het opslaan, die het vuil van het Gewest behandelen, te erkennen;
- de sortering aan de basis zelf en op de vervoerplaatsen te begunstigen van onactief vuil, alsook de scheiding van recycleerbare stoffen;
- onthaalcentra te ontwikkelen ten einde het door het publiek gebrachte vuil te sorteren, nl. om het toxisch huisvuil en het chemisch vuil afzonderlijk op te halen;
- de thermische behandelingsmogelijkheden te ontwikkelen.

In geval van bouw van de vierde oven in de bestaande verbrandingsinstelling of in geval van bouw van een nieuwe vuilverbrander in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zal een toegangsvoorrang aan het Waalse Gewest worden verleend naar rata van 75 000 ton huisvuil per jaar, nadat de behoeften van het Brusselse Gewest gedekt zullen worden;

- de roosterassen van de rook behandelingsprodukten op de verbrandingsinstelling te scheiden;
- het gebruik van roosterassen als secundaire grondstoffen te begunstigen;
- een vergoeding met een ontmoedigend bedrag te inkasseren op alle produkten, die via een stortplaats verwijderd worden.

Art. 5. Het Waalse Gewest verbindt zich tot het volgende :

- de storting te aanvaarden van :
  - \* onactief vuil in stortplaatsen van klasse 3, naar rata van 450 000 ton per jaar;
  - \* groot vuil, onactief vuil gemengd met huisvuil of onverbrandbaar vuil opgehaald op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, in stortplaatsen van de klasse 2A, naar rata van 25 000 ton per jaar;
  - \* huisvuil in de stortplaatsen van de klasse 2A in geval van belangrijke technische branden of in geval van overmacht of in geval van gewichtige technische wijzigingen aan de instelling (rookverzuivering, enz...), naar rata van 25 000 ton per jaar zonder maandelijks beperking;
  - \* nijverheidsvuil gelijkgesteld met huisvuil en voor zover het niet behandeld heeft kunnen worden ofwel met het oog op een nieuw gebruik van verder bruikbare produkten ofwel thermisch met het oog op de energierecuperatie, in stortplaatsen van de klasse 2A, naar rata van 200 000 ton per jaar;
  - \* de vliegassen van de V.E.H.A. gemengd met de roosterassen, voorlopig in de stortplaatsen van de klasse 2B, naar rata van 15 000 ton per jaar tot de indiensttreding van de scheidingsinstallatie.

— Voor de verwezenlijking van de scheiding van de roosterassen en vliegassen : de roosterassen in de stortplaatsen van de klasse 2B naar rata van 150 000 ton per jaar.

— Na de scheiding van de vliegassen van de roosterassen :

\* roosterassen in afwachting van hun valorisatie, in de stortplaatsen van de klasse 2B, naar rata van 150 000 ton per jaar gedurende de werkingsperiode met 3 ovens en 200 000 ton per jaar wanneer de 4 ovens in dienst zullen zijn;

\* de vliegassen van de elektrofilters, in stortplaatsen van de klasse 1, naar rata van 15 000 ton per jaar (20 000 ton per jaar voor 4 ovens) of van de klasse 2B indien de vliegassen behandeld zijn, naar rata van 30 000 ton per jaar (40 000 ton per jaar voor 4 ovens).

— Na de verzuivering der roken : van verzuiveringsoverblijfselen in de stortplaatsen van de klasse 1 of 2B volgens de behandelingswijze die gebruikt zal worden.

Deze cijfers zijn gebaseerd op de thans beschikbare gegevens en zullen periodisch herzien worden, in functie van de werkelijke vuilproductie en de door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gemaakte inspanningen op het gebied van de verwijdering, de recuperatie, het recycleren en de thermische, fysisch-chemische of mechanische behandeling van het vuil.

Art. 6. De toegang voor het Waalse Gewest tot de vierde verbrandingsoven onder de in artikel 4 voorziene voorwaarden zal door een bijkomend protocol vastgelegd worden. De financiële en praktische modaliteiten zullen in functie van een deelneming van het Waalse Gewest als partner van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in de verbrandingsmaatschappij onderzocht worden.

Onder dezelfde voorwaarden zal het Waalse Gewest in het kader van een wederzijdse samenwerking de mogelijkheid onderzoeken om het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest als partner van het Waalse Gewest in de stortplaatsen van het Waalse Gewest te aanvaarden.

Art. 7. De behandeling van ziekenhuizeenvuil uit het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest zal het voorwerp van een bijkomend protocol uitmaken.

Art. 8. Indien een vergoeding op het vuil door het Waalse Gewest zou worden vereist, zal deze som door de Waalse verwijderingsinstellingen ontvangen worden. Deze zullen de som rechtstreeks aan de voortbrengers of houders van vuil vragen, zelfs indien ze van Brussel zijn.

Niettegenstaande dit aan het Waalse Gewest verschuldigde bedrag zou de leefmilieuvergoeding vastgesteld door het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest rechtstreeks door zijn zorgen bij de houders van een toestemming worden geïnd in toepassing van onderhavig bijvoegsel.

Art. 9. Onderhavig bijvoegsel is geldig voor vijf jaar en treedt in werking op de datum van zijn ondertekening.

De op 5 jaar vastgestelde duur van dit protocol geeft nochtans aanleiding tot een jaarlijkse evaluatie, die onder andere rekening zal houden met de index der prijzen, de planificatie en de behandeling van het vuil.

Eén jaar voor de verstrijking van voornoemde termijn zullen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest elkaar raadplegen ten einde er een verlenging van te overwegen.

Art. 10. Onderhavig protocol in het Frans en het Nederlands opgesteld in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Brussel, 8 december 1989.

De Minister van het Waalse Gewest bevoegd voor het Leefmilieu,  
G. LUTGEN

De Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
Ch. D'HOOGH

De Staatssecretaris voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
D. GOSUIN

F 90 — 436

**19 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
relatif au niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de soudage**

L'Exécutif,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu la directive (84/535/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 17 septembre 1984 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives au niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de soudage, modifiée par la directive (85/407/CEE) du Conseil des Communautés européennes du 11 juillet 1985;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1982 fixant la méthode générale de détermination de l'émission sonore des engins et matériels de chantier, modifié par l'arrêté royal du 13 février 1985 et par l'arrêté royal du 14 mai 1987;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1986 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> juillet 1986 concernant le niveau de puissance acoustique admissible des groupes électrogènes de soudage;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1989 concernant les dispositions communes aux matériels et engins de chantier;

Vu l'arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat n° 29.694 du 25 mars 1988;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;